



## PRÉFET DE L'ARIEGE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Foix, le 24 mars 2015

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
Subdivision Environnement industriel  
ENV3

Le Directeur Régional

à

**Affaire suivie par : Marie SUDERIE**  
**N/Réf. : CL/2015/025**

Madame le Préfet de l'Ariège

Téléphone : 05 61 65 85 50  
Télécopie : 05 61 65 85 59  
Courriel : marie.suderie  
@developpement-durable.gouv.fr

### **Rapport de l'inspection des Installations Classées aux membres du CODERST**

**P.J. : Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relative à l'exploitation de l'installation de compostage exploitée par le Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (SMDEA)**

**N° S3IC : 068-06990**

#### **I. RAPPEL DU CONTEXTE**

L'installation de compostage, exploitée par le SMDEA et située à Villeneuve d'Olmes est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2012. L'installation est soumise à autorisation.

Conformément aux dispositions de l'article 2.2 de cet arrêté préfectoral, une étude hydrogéologique a été prescrite afin de mettre en place une surveillance des eaux souterraines.

Enfin, des non conformités relevées lors des visites du site en 2013 et 2014 conduisent également l'inspection à proposer des dispositions visant à encadrer le fonctionnement de l'installation conformément à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation aérobie soumises à autorisation.

#### **II. PRESENTATION DE L'INSTALLATION**

Le SMDEA exploite une unité de compostage au sein de la Zone Industrielle de Pichobaco sur le territoire de la commune de Villeneuve d'Olmes.

Sur cette unité est effectué le compostage de déchets de végétaux en mélange avec des boues liquides ou pâteuses, en provenance des stations d'épuration de l'ensemble du territoire dont le SMDEA a la charge du traitement des eaux.

L'installation de compostage comprend :

- un bâtiment composé,
  - d'une aire de stockage des matières entrantes,
  - d'un local de déshydratation,
  - d'un tunnel de fermentation,
  - des enceintes fermées aérées de maturation,
  - d'une aire de mélange,
- une tour de lavage acide puis un biofiltre pour le traitement de l'aire,
- une zone de criblage,
- un bâtiment de stockage des composts.

Un récépissé de déclaration en date du 22 mai 2008 a été délivré à ce syndicat pour une production de compost de 8,36 tonnes par jour au titre notamment de la rubrique 2170-2.

L'arrêté préfectoral du 12 mars 2012 actualise le classement des installations soumises à autorisation. Il prescrit des mesures complémentaires en matière de rejets dans les eaux et la réalisation de travaux de mise en conformité du site, avant le 31 octobre 2012, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

### **III. AVIS DE L'INSPECTION**

#### **Prescription générale**

L'installation exploitée par le SMDEA est soumise à autorisation pour le compostage. Elle est également soumise à déclaration pour les activités suivantes :

- le dépôt de support de culture (rubrique 2171 de la nomenclature des installations classées),
- le mélange et le criblage de substances végétales (rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées),
- le dépôt de déchets verts (rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées).

Sont joints au récépissé de déclaration en date du 22 mai 2008 les arrêtés ministériels concernant les activités qui ont fait l'objet de la déclaration. Ces arrêtés ministériels sont amenés à être modifiés.

Le chapitre I du projet d'arrêté préfectoral rappelle au SMDEA qu'il est tenu de respecter les dispositions prévues des arrêtés ministériels existants relatifs à ses activités. Ainsi, le syndicat doit prendre en compte toutes les évolutions réglementaires relatives à ses activités soumises à déclaration ou à enregistrement si besoin (suivant l'évolution de la nomenclature des installations classées).

Enfin, conformément à l'article 3 du 12 mars 2012, l'exploitant a transmis par courrier du 25 février 2013, un bilan des travaux de mise en conformité de l'installation vis à vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susmentionné. A l'issue des inspections effectuées en 2013 et 2014, l'inspection des installations classées a relevé que les non-conformités n'étaient toujours pas levées et à proposer à Madame le préfet de l'Ariège de poursuivre les sanctions administratives. Par courriers des 5 et 11 mars 2015, le SMDEA conteste les sanctions proposées. Ainsi, compte tenu des éléments susmentionnés, l'inspection des installations classées propose également que le SMDEA transmette sous 18 mois une étude d'impact et une étude de dangers afin de pouvoir acter des dérogations à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susmentionné si les dossiers justifient notamment le faible impact de l'installation sur l'environnement.

## **Prévention d'une pollution atmosphérique**

Les zones susceptibles de générer des odeurs sont mises en dépression, confinées et désodorisées par une tour de lavage par de l'acide sulfurique et un biofiltre. L'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susmentionné prescrit des valeurs limites de rejet pour l'hydrogène sulfuré et l'ammoniac. Aucune fréquence d'analyse n'est imposée.

Dans ce cadre, le chapitre II du projet d'arrêté préfectoral prescrit une analyse par an des rejets atmosphériques pour les paramètres susmentionnés et pour les paramètres supplémentaires suivants : les mercaptants, l'acide sulfurique et les composés organiques volatils.

Les valeurs limites proposées pour les paramètres suivants : l'ammoniac, les mercaptants et l'hydrogène sulfuré sont les valeurs indiquées par l'exploitant dans son dossier initial du 17 avril 2008 : ces valeurs sont plus contraignantes que celles définies par l'arrêté du 22 avril 2008.

## **Surveillance des eaux souterraines**

Par transmission du 11 décembre 2014, le SMDEA a communiqué l'expertise hydrogéologique du site. Trois piézomètres ont été installés.

L'étude conclut que la faible profondeur de la nappe (entre 1m et 2.5m sous la surface du sol) est un facteur de vulnérabilité des eaux souterraines.

Lors de l'implantation des piézomètres, des analyses de température et de conductivité ont été effectuées en août 2013. La conductivité mesurée au niveau du piézomètre PZ3, situé en aval de l'installation, révèle qu'une pollution des eaux souterraines est observée au droit du site.

Des analyses plus complètes, réalisées en décembre 2014, ont été transmises par l'exploitant le 9 janvier 2015. Ces analyses montrent une pollution des eaux souterraines au vu des résultats des mesures pour les paramètres suivants : la conductivité, le cuivre, le nickel, le phosphore, le plomb et le zinc. Aucune explication sur les résultats n'a été fournie par l'exploitant.

Il est donc nécessaire de définir dans un acte administratif les paramètres à analyser et d'imposer que l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée par le biais d'investigations.

Dans ce cadre, le chapitre II du projet d'arrêté préfectoral prescrit les dispositions suivantes :

- l'analyse deux fois par an au niveau des trois piézomètres des paramètres suivants: les paramètres physico-chimiques généraux (pH, température, conductivité, taux d'oxygène) et les substances suivantes : azote global, nitrite, nitrate, ammonium, phosphore, potassium, hydrocarbure totaux, plomb, chrome, cuivre, zinc, cadmium, nickel, mercure, arsenic, étain, fer et aluminium,

- la mise en œuvre d'actions correctrices en cas de pollution au droit du site.

Concernant la pollution relevée au droit du site, l'inspection a demandé à l'exploitant dans son rapport d'inspection du 15 janvier 2015 d'informer le préfet de ses résultats d'investigations et des mesures prises ou envisagées.

## **Sécurité**

Au cours de la visite du site le 13 novembre 2014, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports de vérification des installations électriques. Cette disposition n'est pas reprise dans les arrêtés réglementant le site.

Afin de compléter les prescriptions que doit respecter le SMDEA en matière de prévention des risques technologiques, l'inspection propose dans le chapitre III du projet d'arrêté préfectoral, la vérification régulière des installations électriques (1 fois par an), la mise en place d'une protection contre la foudre si nécessaire et la mise en place de consignes pour toutes les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le

dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement.

### **III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet d'arrêté préfectoral ci-joint afin d'acter des prescriptions complémentaire pour prévenir une pollution atmosphérique, une pollution des eaux souterraines et pour prévenir tout risque technologique.

En conséquence, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ariège d'émettre un avis favorable à ce projet d'arrêté préfectoral.

L'Ingénieur de l'industrie et des mines

  
Marie SUDERIE

Vérifié, et validé le  
L'Inspecteur de l'environnement

  
Frédéric HERBERT

**Projet d'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
complémentaire autorisant le Syndicat  
Mixte Départemental de l'Eau et de  
l'Assainissement – SMDEA - à exploiter  
une installation de compostage de boues  
de stations d'épuration urbaines et de  
matières organiques d'origine végétales  
sur le territoire de la commune de  
VILLENEUVE D'OLMES**

Le préfet de l'Ariège

**Vu** le code de l'environnement, en particulier :

le livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances notamment :  
son titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,  
son titre IV relatif aux déchets.

le livre II relatif aux milieux physiques notamment :  
son titre I<sup>er</sup> relatif à l'eau et aux milieux aquatiques,  
son titre II relatif à l'air et à l'atmosphère;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement;

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation <sup>(1)</sup>

**Vu** la circulaire DGPR n° DEVP1029816C en date du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets

**Vu** le récépissé de déclaration n°1638 au profit du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (SMDEA) délivré par la Préfecture de l'Ariège le 22 mai 2008 pour l'exploitation d'une installation de compostage de boues de stations d'épuration urbaines et de matières organiques d'origine végétales (déchets verts et de bois) et production d'amendements organiques auquel est annexé l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 mars 2012 prescrivant des mesures complémentaires au SMDEA pour l'exploitation de l'installation compostage de Villeneuve d'Olmes – ZI de Pichobaco;

**Vu** l'étude hydrogéologique remise par l'exploitant le 11 décembre 2014;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du \_\_\_\_\_ ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du \_\_\_\_\_

**Vu** le projet d'arrêté porté le \_\_\_\_\_ à la connaissance du pétitionnaire,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'encadrer le fonctionnement de cet établissement, relevant du régime de l'autorisation, par des prescriptions afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1, titre 1<sup>er</sup>, livre V du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRETE

### Chapitre I - Prescription générale

#### ARTICLE 1 - INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement.

#### ARTICLE 2 – ETUDE DE DANGERS ET ETUDE D'IMPACT

L'exploitant transmet au plus tard 18 mois après la notification du présent arrêté une étude de dangers et une étude d'impacts du site.

### Chapitre II - Prescriptions relatives à la PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

#### ARTICLE 1 - CONDITIONS DE REJETS

Les installations suivantes susceptibles de générer des odeurs sont mises en dépression, confinées et désodorisées :

- le poste de dépotage des boues liquides,
- le poste de dépotage des boues pâteuses,
- la zone de stockage des boues brutes,
- la zone de mélange,
- l'aire de stockage des refus et de déchets verts broyés,
- la zone de pré-fermentation,
- le tunnel de fermentation,
- la zone de maturation.

Les gaz captés sont dirigés vers un système de désodorisation combiné comprenant une tour de lavage acide et un biofiltre.

#### ARTICLE 2- CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m (caractéristiques minimales à respecter)	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse d'éjection en m/s
Tour de lavage acide	> 10 m par rapport au sol > 3 m par rapport au faitage du toit du bâtiment	2,8	50 000	> 8 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### ARTICLE 3 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus de la tour de lavage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1
Ammoniac	5
Mercaptants	0,9
H <sub>2</sub> S	0,1
COV	/
H <sub>2</sub> SO <sub>4</sub> en Acidité (H)	/

#### **ARTICLE 4 - FRÉQUENCE DES CONTRÔLES D'AUTO SURVEILLANCE**

L'auto surveillance porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement de l'installation de la tour de lavage;
- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques.

Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an. L'inspection des installations classées pourra augmenter la fréquence de contrôle si les flux rejetés sont importants.

#### **Chapitre III - Prescriptions relatives à la SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié, les rejets directs ou indirects de substances sont interdits dans les eaux souterraines.

#### **ARTICLE 1 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :

- trois piézomètres sont implantés sur le site (1 en amont et 2 en aval hydraulique);
- une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe;
- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis régulièrement à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En cas de risque de pollution des sols, une surveillance des sols appropriée est mise en œuvre sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Sont obligatoirement précisés la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer.

Les piézomètres sont réalisés, équipés et exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé (J.O. n° 211 du 12 septembre 2003 page 15635 / NOR : DEVE0320170A) ou de tout nouveau texte s'y substituant.

Toutefois, certaines contraintes constructives résultant de cet arrêté ministériel ou de tout nouveau texte s'y substituant peuvent faire l'objet d'aménagements ou d'évolutions sous réserve de la mise en place de dispositions techniques compensatoires :

- garantissant et préservant l'intégrité physique, l'identification, le repérage, le nivellement et la fonctionnalité des ouvrages et dispositifs des points de mesure;
- assurant la qualité des prélèvements d'eaux souterraines et des relevés de hauteur de nappe et empêchant toute introduction de polluants dans les eaux souterraines.

Ces dispositions devront recueillir l'accord de l'inspection des installations classées.



## **ARTICLE 2 - REPÉRAGE ET DÉCLARATION DU RÉSEAU DE SURVEILLANCE**

Les points de surveillance cités ci-dessus à l'article 1 sont nivelés (altitude Z suivant NGF) et géoréférencés (coordonnées (X,Y) Lambert II) et font l'objet d'une déclaration au BRGM (Service Géologique Régional de Midi-Pyrénées, Bâtiment Aruba, 3 rue Marie Curie, BP 49, 31527 RAMONVILLE-SAINT-AGNE) pour attribution d'un code national du point d'eau par la BSS (Banque de données du sous-sol). Cette déclaration comportera notamment les coordonnées géographiques et altimétriques X, Y & Z précitées, les numéros des parcelles d'implantation, les profondeurs, les coupes géologiques et les caractéristiques des ouvrages réalisés.

Elle sera complétée d'un plan ou d'une carte d'implantation avec indication de l'échelle, des limites de propriété du site, de l'emplacement et de l'identification des points de surveillance, des sens d'écoulement locaux des eaux souterraines et des cours d'eau ou plans d'eau susceptibles d'être en relation avec les eaux souterraines.

## **ARTICLE 3 - EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **ARTICLE 3.1 - Périodicité**

Les prélèvements sont réalisés semestriellement sur chaque point cité à l'article 1 ci-dessus, à raison d'au moins une campagne de prélèvements en période de hautes eaux et d'une en période de basses eaux. Afin d'assurer une répartition régulière des campagnes de prélèvements, l'intervalle entre chaque campagne de prélèvements ne doit pas excéder 8 mois.

La fréquence des prélèvements pourra être modifiée à la demande de l'inspection des installations classées, notamment en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance.

### **ARTICLE 3.2 - Conditions générales de prélèvement**

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant.

Lors de chaque campagne de prélèvements, l'organisme procédant aux prélèvements relève les hauteurs d'eau dans chaque piézomètre. Si, malgré la présence d'eau, le prélèvement dans un point de contrôle ne peut s'effectuer dans de bonnes conditions notamment pour cause de faible productivité de l'aquifère, il convient avant de renoncer à l'utilisation de ce point de contrôle lors de la campagne de prélèvements de vérifier s'il est possible de mettre en place un dispositif (par exemple réservoir de fond de trou) permettant de rétablir des conditions favorables de prélèvement. La réalisation d'un tel dispositif ne doit pas altérer la conformité de l'ouvrage aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

### **ARTICLE 3.3 - Paramètres et substances à doser**

Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé pour l'ensemble des paramètres analysés.

Paramètres et substances dont la surveillance est pérenne : les paramètres physico-chimiques généraux (pH, température, conductivité, taux d'oxygène) et les substances suivantes : azote global, nitrite, nitrate, ammonium, phosphore, potassium, hydrocarbure totaux, plomb, chrome, cuivre, zinc, cadmium, nickel, mercure, arsenic, étain, fer et aluminium

La liste des substances à analyser pourra être modifiée en accord avec l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance, à l'issue d'une période de quatre ans.

#### **ARTICLE 3.4 -Méthodes et normes d'analyse**

Pour chacun des paramètres dosés, la norme utilisée est en priorité une norme EN, ISO ou NF. A défaut l'exploitant doit justifier le choix de la norme (DIN, US EPA, etc.) utilisée et être en mesure d'en fournir une copie en cas de demande de l'inspection des installations classées.

Pour chacun des paramètres dosés la méthode analytique retenue doit permettre d'atteindre une limite de détection et un seuil de quantification du paramètre analysé se situant le plus en dessous possible des valeurs les plus faibles parmi :

- les valeurs limites réglementaires du paramètre pour le milieu eaux souterraines surveillé,
- les valeurs guides pour ce même milieu.

#### **ARTICLE 4 -RENDU ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE SURVEILLANCE**

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses et sans que les délais de transmission n'excèdent 2 mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses. Ce rapport comporte :

##### **Piézométrie :**

- les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
- la mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements,
- la carte piézométrique propre à la campagne de surveillance montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe et les courbes isopièzes au moment des mesures des hauteurs d'eaux souterraines.

##### **Méthodologie et normes :**

- la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons,
- l'indication des normes en vigueur utilisées lors des opérations de prélèvement et d'analyse.

##### **Résultats d'analyse et comparaison :**

Les résultats des analyses sont comparés pour chaque paramètre :

- en premier lieu aux valeurs limites réglementaires en vigueur, lorsque celles-ci existent,
- à défaut de valeurs réglementaires, aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du rapport.

Il appartient à l'exploitant de vérifier lors de la réception des résultats d'une campagne de surveillance que les valeurs limites réglementaires et les valeurs guides sont à jour.

Le rapport comportera aussi les copies des rapports de prélèvement et d'analyse.

##### **Commentaires et actions de l'exploitant :**

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse et assortit la transmission à l'inspection du rapport de rendu des résultats de ses propres commentaires et propositions. En particulier si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe la préfecture de l'Ariège (Bureau de la protection de l'environnement, de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme) et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant, notamment au vu des résultats des campagnes de surveillance :

- que certaines campagnes de surveillance incluent épisodiquement des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis à l'article 1 susvisé et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis à l'article 3.3 susvisé,
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

## **Chapitre IV - Prescriptions relatives à la PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **ARTICLE 1 -INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE**

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

### **ARTICLE 2 -PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

### **ARTICLE 3 - GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS**

#### **ARTICLE 3.1-CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du " permis d'intervention " ou " permis de feu " ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 3.2 - INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **ARTICLE 3.3 -FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **ARTICLE 3.4 -TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou

unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

#### **ARTICLE 3.4.1 -“ Permis d'intervention ” ou “ Permis de feu ”**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un “ permis d'intervention ” et éventuellement d'un “ permis de feu ” et en respectant une consigne particulière

Le “ permis d'intervention ” et éventuellement le “ permis de feu ” et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le “ permis d'intervention ” et éventuellement le “ permis de feu ” et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

#### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative de Toulouse :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.